

Mobilisation

La CGT appelle à une large mobilisation le 26 mai

jeudi, 17 mai 2018

Engagée aux cotés des salariés dans de nombreuses luttes au sein des entreprises, des services publics pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité la CGT propose une nouvelle journée de mobilisation le samedi 26 mai 2018.

Il s'agit de rassembler la jeunesse, les retraités, les salariés en emploi et hors de l'emploi, les précaires ainsi que toutes celles et ceux qui, solidaires des luttes en cours, ne sont pas encore engagés dans l'action.

Des initiatives diverses seront organisées localement, dans tous les départements, pour permettre au plus grand nombre d'y participer.

Partout, la CGT appelle d'autres forces sociales à « une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité » qui doit déferler pour imposer une autre répartition des richesses dans notre pays. Faut-il rappeler que la France est le premier pays au monde en matière de dividendes versés aux actionnaires, soit l'équivalent de 407 milliards d'euros en 10 ans. Cela au détriment de l'intérêt général et du pouvoir d'achat.

Compte tenu de l'urgence sociale, la CGT a pris la décision de construire cet appel avec d'autres organisations syndicales, associatives et politiques dans le respect des périmètres d'intervention et des prérogatives de chacune des organisations. La CGT reste ainsi fidèle à ses principes d'indépendance tout en favorisant l'expression du plus grand nombre de citoyens.

Pour la CGT, cet appel est complémentaire aux autres mobilisations en cours, déjà programmées et celles à venir.

À ce titre, la CGT poursuivra sa démarche de rassemblement des salariés et des différents syndicats dans l'unité la plus large, à l'image de ce qui fait dans de nombreuses professions, services ou entreprises.

La réussite de cette journée d'action sera un nouveau cap dans la construction d'un rapport de force indispensable à développer pour contrer les mauvais coups du patronat, du président Macron et de sa majorité parlementaire, et pour faire valoir l'exigence d'autres choix économiques et sociaux.

Montreuil, le 16 mai 2018
